

DCE

**SEPTEMBRE
2025**

**Changement des menuiseries
extérieures
Ecole d'infirmières IFSI
AVENUE JEAN DARRIGRAND - BAYONNE
CENTRE HOSPITALIER DE LA CÔTE BASQUE**

CCTP

Cahier des Clauses Techniques Particulières

MAÎTRE D'OUVRAGE :

CENTRE HOSPITALIER DE LA CÔTE BASQUE
13 avenue de l'interne Jacques Loëb - 64100 BAYONNE

ARCHITECTE :

MATHIAS GULACSY, architecte dplg
97 rue Maubec – 64100 BAYONNE - Tél : 05 59 70 06 43 – Port : 06 08 82 51 80 – gulacsy.architecte@orange.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – EXPOSÉ DU PROGRAMME.....	3
1.1. SITUATION	3
1.2. PROGRAMME DES TRAVAUX	3
1.3. MAÎTRE D’OUVRAGE.....	3
1.4. MAÎTRE D’OEUVRE	3
1.5. BUREAUX D’ÉTUDES TECHNIQUES.....	3
1.6. BUREAU DE CONTRÔLE	3
1.7. COORDONNATEUR SPS	3
1.8. NOMENCLATURE DES LOTS	3
ARTICLE 2 – PRÉSENTATION DES OFFRES.....	3
ARTICLE 3 – PRÉSENTATION DU DOSSIER TECHNIQUE	4
3.1. PIÈCES ÉCRITES	4
3.2. PLANS ARCHITECTE.....	4
ARTICLE 4 – PRESCRIPTIONS COMMUNES À TOUS LES CORPS D’ÉTAT	5
4.1. OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.....	5
4.1.1. Interprétation du présent descriptif	5
4.1.2. Évaluation des travaux	5
4.2. PLANS D’EXÉCUTION – NOTES DE CALCULS.....	5
4.3. TEXTES DE RÉFÉRENCES	5
4.4. PRODUITS, MARQUES ET PROCÉDÉS	6
4.5. ÉCHANTILLONS – TÉMOINS	6
4.6. CONTRÔLE.....	7
4.7. VÉRIFICATIONS TECHNIQUES INCOMBANT AUX ENTREPRISES.....	7
4.8. VÉRIFICATIONS DE FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS	7
4.9. CONDITIONS D’EXÉCUTION	7
4.9.1. Tranchées, percements, trous et scellements, rebouchages, calfeutrements	7
4.9.2. Cloisons non porteuses en plâtre et agglomérés de ciment, etc.	8
4.9.3. Traits de niveau, traçage, implantation	8
4.9.6. Qualité et aspect général des ouvrages	8
4.9.7. Qualité et provenance des matériaux et matériels.....	8
4.9.8. Nettoyages	8
4.9.9. Panneau de chantier	9
4.9.10. Bureau de chantier.....	9
4.9.11. Compte prorata et compte interentreprises Macro-lot 1	9
4.9.12. Clôture de chantier	9
4.10. ORGANISATION ET COORDINATION DES OUVRAGES.....	10
4.11. QUALIFICATION – HYGIÈNE – SÉCURITÉ – ASSURANCE	10
4.11.1. Qualification des entreprises	10
4.11.2. Hygiène et sécurité du chantier	10
4.11.3. Attestations d’assurance Responsabilité Civile envers les tiers et Responsabilité décennale	10

ARTICLE 1 – EXPOSÉ DU PROGRAMME

1.1. SITUATION

Le projet est situé sur le site du Centre Hospitalier de la Côte Basque de Bayonne, l'école d'infirmières IFSI, cité des arts, avenue Jean Darrigrand - Bayonne

1.2. PROGRAMME DES TRAVAUX

Remplacement des menuiseries extérieures.
Réalisation, en une tranche ferme, une tranche optionnelle et PSE.

1.3. MAÎTRE D'OUVRAGE

CENTRE HOSPITALIER DE LA CÔTE BASQUE
13 avenue de l'interne Jacques Loëb - 64100 BAYONNE

1.4. MAÎTRE D'OEUVRE

MATHIAS GULACSY, architecte dplg
97 rue Maubec – 64100 BAYONNE - Tél : 06 08 82 51 80 - gulacsy.architecte@orange.fr

1.5. BUREAUX D'ÉTUDES TECHNIQUES

Sans objet

1.6. BUREAU DE CONTRÔLE

APAVE SUDEUROPE – Contrôleur technique
63 allée Fauste d'Elhuyar – Technopole Izabel – 64210 BIDART – 06 25 23 35 85 – andoni.larzabal@apave.com

1.7. COORDONNATEUR SPS

2CS
24 rue Maubec – 64230 LESCAR – 05 59 71 24 61 – 07 87 20 93 01 – frederic.clerc@2cs.fr

1.8. NOMENCLATURE DES LOTS

- Macro-lot 1– 1.1. : Menuiseries aluminium – stores
 - 1.2. : Plâtrerie – Faux-plafond
 - 1.3. : Sols souples
 - 1.4. : Peinture
 - 1.5. : Électricité – Courant Fort – Courant Faible – SSI

ARTICLE 2 – PRÉSENTATION DES OFFRES

Les offres seront présentées sous forme d'acte d'engagement et **obligatoirement** accompagnées de cadres de décomposition forfaitaires établis pour chaque lot pour la tranche ferme, la tranche optionnelle et PSE.

Les devis estimatifs détaillés seront toujours établis dans l'ordre des articles du descriptif correspondant à chacun des postes, frais de compte prorata inclus.

Une même entreprise pourra soumissionner pour plusieurs lots, voire en entreprise générale ; dans ce cas, le maître d'ouvrage se réserve le droit de lui confier qu'une partie des ouvrages. Tous les documents seront présentés en deux exemplaires.

REMISES DES OFFRES

Voir Règlement de Consultation.

ARTICLE 3 – PRÉSENTATION DU DOSSIER TECHNIQUE

3.1. PIÈCES ÉCRITES

- Règlement de la consultation
- Acte d'engagement
- C.C.A.P. : Cahier des Clauses Administratives Particulières.
- C C A P annexes :
 - Annexe n° 1 : Répartition des dépenses communes de chantier
 - Annexe n° 2 : liste des plans
 - Annexe n° 3 : Liste des éléments de recollement à fournir - DOE
 - Annexe n° 4 : Planning prévisionnel des travaux
 - Annexe n° 5 : Plan de coordination Sécurité et Protection de la Santé (PGC-SPS)
 - Annexe n° 6 : Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT)
- C.C.T.P. : Cahier des Clauses Techniques Particulières.
 - Annexe 1 : Arrêté de la déclaration Préalable (en cours)
 - Annexe 2 : Note commune à tous les corps d'état
 - Annexe 3 : Charte Environnementale Prestataires
- C.C.T.P. de chaque lot du macro-lot 1
- D.P.G.F. de chaque lot du macro-lot 1

3.2. PLANS ARCHITECTE

PROJET : CARNET DE PLANS A3 – DÉTAILS ET LOCALISATIONS

- 01 – Plan de situation et plan de toiture
- 02 – plan de masse état existant (1/500)
- 03 – Plan Niveau RDC localisation des châssis existants à remplacer (1/250)
- 04 – Plan Niveau RDC localisation issues de secours/tête de cloison/stores (1/250)
- 05 – Plan Niveau R+1 localisation des châssis existants à remplacer (1/250)
- 06 – Plan Niveau R+1 localisation issues de secours/tête de cloison/stores (1/250)
- 07 – Plan Niveau R+2 localisation des châssis existants à remplacer (1/250)
- 08 – Plan Niveau R+1 localisation issues de secours/tête de cloison/stores (1/250)
- 09 – Plan DETAIL CHASSIS tranche Ferme Projet châssis RDC (1/20)
- 10 – Plan DETAIL CHASSIS tranche Ferme Projet châssis RDC (1/20)
- 11 – Plan DETAIL CHASSIS tranche Ferme Projet châssis Administration R+1 (1/20)

12 – Plan DETAIL CHASSIS tranche Optionnelle châssis Hall central R+1 (1/20)
13 – Plan DETAIL CHASSIS tranche Optionnelle châssis R+1 aile Sud (1/20)
14 – Plan DETAIL CHASSIS tranche Optionnelle châssis R+1 aile Sud (1/20)
15 – Plan DETAIL CHASSIS tranche Optionnelle châssis R+1 aile Nord (1/20)
16 – Plan DETAIL CHASSIS tranche Optionnelle / PSE châssis R+1 aile Nord (1/20)

17 – Plan DETAIL CHASSIS tranche Optionnelle châssis R+2 petites salles (1/20)
18 – Plan DETAIL CHASSIS tranche PSE châssis R+2 grande salle (1/20)

19 - PLAN DP A3 – LOCALISATIONS

tranches : Ferme/Optionnelle/PSE sur les 4 Façades dossier DP.

20 - DOSSIER PHOTOS FACADES DE A à Q – PLANS 20/1 à 20/17 Localisation tranche Ferme / tranche Optionnelle / tranche PSE

ARTICLE 4 – PRESCRIPTIONS COMMUNES À TOUS LES CORPS D'ÉTAT

4.1. OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES

4.1.1. Interprétation du présent descriptif

Il est bien précisé que l'entrepreneur ne pourra en aucun cas arguer que des omissions ou des erreurs dans les plans d'exécution ou du présent devis descriptif, puissent le dispenser d'exécuter intégralement suivant les règles de l'art les travaux nécessaires à un parfait achèvement et au bon fonctionnement des ouvrages prévus au marché.

L'entreprise devra se renseigner auprès de la Maîtrise d'œuvre pour tout ce qui semblerait incomplet ou douteux dans les descriptifs ou plans.

De plus elle pourra, si elle le juge nécessaire faire une visite des lieux pour bien visualiser le problème.

4.1.2. Évaluation des travaux

L'entreprise demeurera responsable des quantités et prix unitaires de l'ensemble des travaux figurant sur son devis.

Il est bien stipulé qu'après la signature du marché aucun supplément ne pourra être rajouté au montant forfaitaire sans l'approbation du Maître de l'Ouvrage.

4.2. PLANS D'EXÉCUTION – NOTES DE CALCULS

Le dossier remis à l'entreprise lors de la consultation, est un dossier directeur d'exécution. Les plans d'exécution et, tous les plans de détails nécessaires sont à établir par les entreprises adjudicataires et à soumettre à l'approbation du Maître d'Ouvre avant démarrage des travaux.

De même, les fiches techniques et les notes de calculs correspondantes seront fournies par le Macro-lot 1 .

Les calculs et plans de principe des installations seront exécutés par les bureaux d'études à la charge de l'entreprises du Macro-lot 1.

Au stade de l'appel d'offres, les soumissionnaires pourront prendre contact avec l'architecte pour avoir des renseignements complémentaires nécessaires à la remise de leur offre s'ils le jugent utile.

4.3. TEXTES DE RÉFÉRENCES

Toutes prescriptions exécutées par l'un quelconque des intervenants devront être conformes aux obligations et recommandations formulées dans les textes suivants :

- Les Cahiers des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),

- Les Normes Françaises établies par l'association française de normalisation (A.F.N.O.R.) et normes U.T.E. - U.S.E.,
- Les Documents Techniques Unifiés et Cahiers des Prescriptions Techniques générales publiés par le C.S.T.B.,
- Les avis techniques du C.S.T.B. pour les matériaux et procédés non traditionnels,
- Les normes URONORME pour les produits sidérurgiques.
- Les règles de calcul :
 - B.A.E.L. 83
 - Règles NV 65 révisées 67 et annexes
 - C.M. 66 et annexes
 - C.T.B. calcul des charpentes en bois
- Le règlement des dispositions constructives du R.E.E.F.,
- Les règlements de sécurité contre l'incendie et la panique dans les immeubles d'habitations, arrêté du 31 janvier 1986 et prescription de la notice sécurité du PC,
- Les documents particuliers précisés éventuellement pour chaque corps d'état dans ce présent cahier des clauses techniques particulières,
- Les articles R.111.1 à R.152.6 du Code de la construction,
- Le règlement C.B. 71 modifié 75,
- Les avis de la section construction des compagnies d'assurances pour les matériaux ou ouvrages non traditionnels,
- Le règlement sanitaire départemental.
- Arrêté du 24.12.1980, modifié par l'arrêté du 21.09.1982 concernant l'accessibilité et l'adaptabilité des logements aux personnes handicapées.
- Liste non limitative.

Les fabrications ou procédés non traditionnels doivent faire l'objet d'un avis technique du CSTB ou d'un accord du Bureau de Contrôle, confirmé par une attestation de prise en charge par les assurances (individuelles de base 1973).

Le projet devra respecter les DTU, normes et règles en vigueur.

4.4. PRODUITS, MARQUES ET PROCÉDÉS

Les instructions et recommandations des fabricants dans l'emploi et la mise en œuvre des matériaux et produits manufacturés seront respectées.

Les marques indiquées sont données à titre de référence mais peuvent être imposées, compte tenu de leur esthétique, de leurs performances et de leur qualité. Des modèles équivalents clairement définis (marque, référence, classement) pourront être proposés à l'acceptation du Maître d'Oeuvre avec accord du BET et du bureau de contrôle.

Les fabrications ou procédés non traditionnels doivent faire l'objet d'un avis technique du CSTB ou d'un accord du Bureau de Contrôle, confirmé par une attestation de prise en charge par les assurances (individuelles de base 1973).

4.5. ÉCHANTILLONS – TÉMOINS

Pendant la période de préparation, il sera confectionné un échantillonnage des matériels et matériaux à proposer à l'acceptation du Maître de l'Ouvrage.

Les échantillons resteront sur le chantier jusqu'à la fin des travaux sous la responsabilité du macro-lot n° 1.

Fourniture d'un châssis en place, pour validation de mise en oeuvre.

Fourniture d'échantillons par les entreprises pour visa avant exécution.

4.6. CONTRÔLE

Il est prévu que le Maître d'Ouvrage s'assure le concours d'un organisme de contrôle, rémunéré par lui.

Les entrepreneurs doivent prendre toutes dispositions pour lui permettre et lui faciliter ce contrôle et ils sont tenus de laisser, à tout moment, les représentants du Maître de l'Ouvrage pénétrer sur le chantier.

Ceux-ci pourront arrêter en tout ou partie les travaux en cours si leur exécution ne leur paraît pas conforme aux règles de l'art ou si la qualité des matériaux employés leur paraît insuffisante.

Par ailleurs, il est spécifié que toutes observations ou prescriptions imposées par le Bureau de Contrôle à l'examen des plans ou lors du contrôle de l'exécution des travaux devront être respectées et ne sauraient, en aucun cas, provoquer une reconsidération du prix global et forfaitaire soumis et accepté, dans la mesure où les prescriptions ne seront que la confirmation de celles édictées par les normes DTU, etc.

4.7. VÉRIFICATIONS TECHNIQUES INCOMBANT AUX ENTREPRISES

Les entreprises soumissionnaires du Macro-lot 1, devront faire connaître au Contrôleur Technique les moyens qu'elles comptent mettre en place pour procéder aux vérifications qui leur incombent et notamment :

- 1) Le nom du responsable des vérifications techniques,
- 2) Les méthodes qui seront utilisées pour que les exécutants ne disposent que des documents à jour,
- 3) Les procédures qu'elles adopteront pour :
 - les études d'exécution (établies sous leur responsabilité),
 - les stockages et les manutentions,
 - la mise en œuvre.

Et pour réceptionner :

- les travaux des entreprises qui les précèdent,
- les matériaux, composants et équipements".

4.8. VÉRIFICATIONS DE FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS

Les entreprises concernées devront procéder au minimum aux essais et vérifications de fonctionnement des installations conformément aux dispositions figurant dans le document technique COPREC n° 1 publié dans le Moniteur du 17 décembre 1982 (supplément spécial n° 82.51bis).

Ces essais et vérifications sont à la charge des entreprises.

Pour la présente opération, les essais et vérifications de fonctionnement des installations concernent les lots techniques suivants :

- | | |
|-----------------------------|----------------|
| . installations électriques | Fiche EL |
| . portiers électroniques | Fiche PE, etc. |

4.9. CONDITIONS D'EXÉCUTION

4.9.1. Tranchées, percements, trous et scellements, rebouchages, calfeutrements

a) Avant travaux :

Tous les corps d'état devront fournir un jeu de plans cotés avec toutes indications utiles et dessins de détails annexes, si besoin est, concernant les trous, trémies et lumière de passage à réserver dans les ouvrages nécessaires à l'exécution de leurs travaux.

Les plans seront remis à l'entreprise du macro-lot 1 pendant la période de préparation.

Toute impossibilité reconnue sera notifiée aux entreprises intéressées qui seront tenues de modifier les parcours et passages envisagés sans variation de prix.

Toutes les réservations seront assurées par l'entreprise du macro-lot 1

Les procédures qu'elles adopteront pour :

- les études d'exécution (établies sous leur responsabilité),
- les stockages et les manutentions,
- la mise en oeuvre.

Et pour réceptionner :

- les travaux des entreprises qui les précèdent,
- les matériaux, composants et équipements.

b) En cours de travaux :

Toutes modifications apportées aux réservations initialement prévues, devront être signalées à l'entreprise du macro-lot 1 en temps utile. Faute de quoi, les travaux entraînés par ces modifications seront exécutés obligatoirement par l'entreprise du macro-lot 1 poste 1.2 aux frais de l'entreprise responsable.

c) Après construction

La reprise du dressage des tableaux et des linteaux sera à la charge du macro-lot 1.

4.9.2. Cloisons non porteuses en plâtre et agglomérés de ciment, etc.

Les percements, trous, saignées dans les cloisons de briques creuses et agglomérés de ciment, seront exécutés par les entreprises de chaque corps d'état intéressé, avec des outils coupants, tels que mèches à bois, scies à guichet à grosse denture, ciseaux à bois, tranchets, rainureuse électrique.

Les scellements seront exécutés au mortier de ciment ou plâtre suivant le revêtement de finition.

Les réservations au travers des cloisons devront être calfeutrées après passage de canalisations au moyen d'un matériau isophonique afin de reconstituer la qualité acoustique de la cloison, par les corps d'état secondaires intéressés, y compris enduit de finition dans le cas où celui-ci serait déjà exécuté.

Dans le cas de scellements, calfeutrements et raccords jugés défectueux par l'architecte, le travail exécuté sera démolé et refait par l'entreprise du macro-lot 1 poste 1, aux frais de l'entreprise responsable (macro-lot 1).

4.9.3. Traits de niveau, traçage, implantation

Le trait de niveau à 1 mètre au-dessus du niveau des sols finis sera tracé par l'entrepreneur du macro-lot 1 poste 1.2, avec mise en oeuvre de clous inox RdC et R+1 tranche Ferme et R+1/R+2 tranche Optionnelle, sur murs et poteaux, et sous sa responsabilité.

Chaque ouvrage est implanté et tracé par le corps d'état intéressé du macro-lot 1.

4.9.6. Qualité et aspect général des ouvrages

Les ouvrages seront exécutés avec un soin minutieux. Les aplombs et niveaux soigneusement observés, les pentes bien calculées et continues.

Il ne sera toléré ni épaufrure, ni balèvre, ni faille ou défaut quelconque tout élément abîmé sera immédiatement remplacé ou toute partie défectueuse sera reprise jusqu'à finition parfaite des ouvrages.

4.9.7. Qualité et provenance des matériaux et matériels

Indépendamment de leur conformité avec les prescriptions des normes DTU, les matériaux, matériels de toute nature entrant dans la réalisation du projet seront neufs, de la meilleure qualité dans les prestations indiquées et devront en outre faire l'objet d'une approbation préalable du Maître d'Oeuvre.

4.9.8. Nettoyages

a) Pendant les travaux

IL EST RAPPELE QUE LES TRAVAUX SERONT REALISES EN SITE OCCUPE.

L'ENTREPRISE DU MACRO-LOT 1, DEVRA PRENDRE LES DISPOSITIONS ADAPTEES, DANS LE RESPECT DU PGC.

LE MACRO-LOT 1 DEVRA ASSURER LES PROTECTIONS ADAPTEES A LA PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS LORS DE SES INTERVENTIONS ET GARANTIR LA SECURITE COLLECTIVE LORS DE L'EXECUTION DES OUVRAGES.

L'ENTREPRISE DU MACRO-LOT 1 DEVRA CHAQUE JOUR ASSURER LA CONTINUITE DE L'ETANCHEITE : HORS D'EAU, HORS D'AIR DES LOCAUX EN PHASE DE TRAVAUX

Chaque entreprise du Macro-lot 1, évacue ses gravois, matériaux, chutes, détrit, etc. jusqu'à un emplacement désigné en accord avec le macro-lot 1 poste 1.2.

L'entreprise du macro-lot 1 poste 1.2 devra l'évacuation des gravois une fois par semaine minimum dans le respect du tri sélectif.

Elle sera responsable du respect du programme de nettoyage pendant chaque phase d'intervention et devra, en cas de carence, assurer elle-même le nettoyage : voir annexe 1 chapitre B du CCAP.

b) A la livraison de chaque Phase et livraison Finale

L'entreprise de peinture est seule responsable du nettoyage des locaux, parties communes et extérieures,

à la livraison de chaque phase de travaux en site occupé
et devra faire intervenir une entreprise spécialisée à sa charge.

Ce nettoyage sera complet pour chaque zone de phase d'intervention (vitres, sols, etc.), tranche ferme, tranche optionnelle & PSE.

4.9.9. Panneau de chantier

Avant le début des travaux, l'entreprise du macro-lot 1 poste 1.2 devra la réalisation et la mise en place d'un panneau de chantier suivant le dessin qu'il lui sera remis par l'architecte en accord avec le Maître de l'Ouvrage et à l'emplacement désigné d'un commun accord avec le Macro-lot 1.

Cette mise en place interviendra dans les trois semaines suivant l'Ordre de Service général. Les dimensions du panneau de chantier seront 2,00m x 3,00m.

4.9.10. Bureau de chantier

L'entreprise du macro-lot 1 poste 1.2, aura à sa charge unique, l'entretien du bureau de chantier mis à disposition par le maître d'ouvrage.

4.9.11. Compte prorata et compte interentreprises Macro-lot 1

L'entrepreneur du macro-lot 1 poste 1.2 est chargé de la tenue du compte prorata. Le compte devra faire l'objet pendant la période de préparation d'une convention signée par toutes les entreprises. Cette convention pourra prévoir un pourcentage forfaitaire ou une gestion aux frais réels. Les frais d'installation de chantier, panneau de chantier, consommation d'eau et d'électricité, réparation d'éléments détériorés ou disparus sur le chantier seront réglés au compte prorata des marchés des travaux en vigueur.

Le compte interentreprises sera géré par le macro-lot 1 poste 1.2.

4.9.12. Clôture de chantier

L'entrepreneur du macro-lot 1 poste 1.2 est chargé de la mise en place et de l'entretien pendant toute la durée des travaux, d'une clôture de chantier interdisant l'accès sauvage à la zone stockage à quelque stade que ce soit.

Cette clôture pourra être en treillis soudé de 2 mètres de hauteur minimum sur poteaux bois ou métal scellés sur plots béton. Un portail fermant à clé et de largeur permettant l'accès des engins de chantier sera aménagé à l'endroit le plus opportun.

4.10. ORGANISATION ET COORDINATION DES OUVRAGES

Chaque entrepreneur devra parfaitement connaître tant les travaux de son lot que le détail des ouvrages par les autres entrepreneurs.

Il devra pour cela prendre connaissance de l'ensemble du C.C.T.P. et des prestations intéressant les corps d'état autres que le sien pour déterminer l'incidence que ceux-ci peuvent avoir sur ses propres prestations.

Le pilotage et la coordination de tous les corps d'état seront assurés par la maîtrise d'œuvre.

En particulier, il y aura une parfaite coordination des opérations nécessaires à la mise en œuvre. Pour cela, pendant la période de préparation, les entreprises devront arrêter en accord avec tous les lots, les BET et le Maître d'œuvre le calendrier d'exécution T.C.E.

4.11. QUALIFICATION – HYGIÈNE – SÉCURITÉ – ASSURANCE

4.11.1. Qualification des entreprises

Sur simple demande du Maître de l'Ouvrage ou du Maître d'Oeuvre, chaque entreprise devra justifier qu'elle est titulaire d'une qualification professionnelle correspondant aux travaux de son lot et fournir un duplicata de son certificat en état de validité (de moins de : UN AN), ainsi que tout certificat de capacité émanant d'architectes ou d'agréés en architecture.

4.11.2. Hygiène et sécurité du chantier

Chaque entrepreneur du Macro-lot 1, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre toutes dispositions, afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène et la sécurité publique et de se soumettre à toutes les obligations mises à charge par les lois et décrets en vigueur et tous règlements de police de voirie ou autres.

4.11.3. Attestations d'assurance Responsabilité Civile envers les tiers et Responsabilité décennale

Les entrepreneurs du Macro-lot 1 devront fournir : dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, justifier qu'ils sont titulaires des polices d'assurances suivantes, en cours de validité :

- assurance "Responsabilité civile" couvrant les dommages occasionnés aux tiers pendant l'exécution des travaux et du fait de l'exécution des travaux.
- assurance "Individuelle de base" couvrant :
 - jusqu'à la réception, le risque d'effondrement,
 - à partir de la réception, les risques relevant des garanties légales (articles 1792 à 1792.4 et 2270 du Code Civil).

Il est précisé que, pendant la durée des travaux, les entrepreneurs du Macro-lot 1, seront tenus responsables des détournements et dégradations de tous ordres, occasionnés à ses ouvrages et matériaux approvisionnés. Sa responsabilité demeure engagée jusqu'à réception de ses travaux.

A cet effet, il devra contacter une assurance contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant - aussi bien pour le compte du Maître de l'Ouvrage que pour le sien- les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise.

Dressé par l'architecte soussigné,
Bayonne, le 02 septembre 2025

Mathias GULACSY